

**MALGRÉ UNE PRODUCTION RECORD****Menace sur la tomate industrielle**

**Les 5 000 fellahs versés dans la culture de la tomate industrielle, représentant quatre wilayas de l'est Algérien, à savoir El Tarf, Guelma, Annaba et Skikda, et qui ont conclu, fin juin, des contrats d'achat de production par les 13 unités de transformation installées à travers les mêmes wilayas, se trouvent actuellement dans l'expectative face à deux contraintes majeures.**

Il s'agit, en particulier des tergiversations des industriels pour alimenter les unités en boîtes d'emballage de crainte de ne pas être payé à temps et par conséquent de cumuler d'autres dettes sur ces dernières. Aussi, les 13 unités en question attendent-elles depuis un mois la libération des crédits de campagne par la BADR (Banque agricole et de développement rural) suite aux derniers accords de la tripartite pour entamer la saison dans de bonnes conditions et faire face aux multiples dépenses inhérentes à la culture de la tomate industrielle et qui concernent, entre autres, le paiement des fellahs contractuels à raison d'un prix plafonné de 12 DA le kilogramme réceptionné en incluant l'aide de l'Etat de l'ordre de 4 DA par kilo, et par ailleurs, pour le paiement des unités d'emballage et éviter une pénurie de boîtes. Il est à noter que les 13 unités ont engagé des opé-

rations d'entretien et de rénovation des installations durant le mois écoulé en perspective d'une production record dont on estime qu'elle couvrira 60 % de la consommation nationale.

Par ailleurs pour cette campagne au niveau des wilayas concernées, ce sont 12 000 ha de terres qui ont été consacrés à la culture de la tomate industrielle avec des perspectives prometteuses pour arriver à plus de 18 000 ha l'année prochaine dans le dessein d'arrêter complètement l'importation de ce produit de base de Chine, de Turquie et de Dubaï.

Dans le même registre, les craintes des transformateurs se font plus grandes. La campagne est à leurs portes. Il ne reste qu'une semaine pour son amorce et la BADR n'a pas encore libéré les montants alloués. De fait, les premières récoltes courent le risque d'être jetées dans les oueds



Une production exceptionnelle qui risque d'être jetée pour cause de tracasseries bancaires.

et les décharges sauvages et, par ricochet, ce seront des dizaines de milliers d'emplois saisonniers qui seront perdus et plus de 6 mille emplois directs au sein des unités de transformation qui risquent d'être supprimés. Quoi qu'il en soit, les 5 000 fellahs des quatre

wilayas ne savent plus où donner de la tête. C'est un véritable imbroglio.

D'un côté, la BADR n'a pas encore débloqué les financements des transformateurs qui redoutent de passer une quatrième année «sabbatique» faute justement d'ar-

gent et, d'un autre, les fellahs qui risquent de subir des pertes inestimables et ruineuses en bradant leur production qui s'annonce pour cette année exceptionnelle et de qualité excellente. Et vogue la galère de l'agriculture.

**Daoud Allam**

Photo : New Press.

**CONFÉRENCE DE PRESSE DU NOUVEAU P-DG DE LA COMPAGNIE****«Reconstruire Air Algérie»**

**«J'ai toute la marge de manœuvre», a affirmé le nouveau P-dg de la compagnie Air Algérie, évoquant la nécessité de «reconstruire» le transporteur aérien. Selon Mohamed Salah Boultif, une solution conforme aux intérêts des travailleurs et de l'entreprise se profile.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Nommé depuis trois semaines à la tête de la compagnie aérienne nationale Air Algérie, Mohamed Salah Boultif a, hier, animé sa première conférence de presse. A cette occasion, le nouveau P-dg du transporteur national a reconnu la difficulté de la tâche mais un challenge qu'il assure relever en toute latitude, en tant que commis de l'Etat. «Il n'y a aucune restriction. J'ai toute la marge de manœuvre», assure M. Boultif qui était auparavant P-dg de la compagnie Tassili Airlines. Une carte blanche qui permet au nouveau manager d'Air Algérie de «reconstruire» la compagnie même si Mohamed Boultif rend hommage à ses prédécesseurs et assure qu'Air Algérie ne traverse aucune difficulté financière et «a les moyens de sa politique».

En ce sens, un programme stratégique de développement, étalé sur cinq ans est en cours de maturation, dira-t-il. Certes, il s'est montré peu explicite sur la teneur de ce pro-



Mohamed Boultif, nouveau P-dg d'Air Algérie.

gramme dans la mesure où il entend poursuivre le travail d'«écoute» et de «diagnostic» entamé depuis sa désignation. Il est néanmoins question de moderniser la flotte, renouveler le parc actuel et renforcer le parc fret, développer la formation et les ressources humaines.

Voire, la réflexion est lancée, selon Mohamed Boultif pour développer la spécialisation du pavillon national dans le trafic de «transit ou de «sixième liberté». Il évoque ainsi la perspective d'une plateforme aéroportuaire, un hub, en complément au trafic de point à point, l'optimisation du programme d'exploitation... Et dans la mesure où M. Boultif réfute tout monopole domestique et prône une concurrence «saine». En outre, des orientations ont été données en vue d'améliorer l'accueil au niveau de l'aérogare et en cours de vol, l'information directe des clients, ainsi que les conditions d'enregistrement, mais aussi le respect du planning de la maintenance, les conditions tarifaires, la ponctualité..., selon le P-dg d'Air Algérie qui reconnaît des insuffisances et «demande aux personnels d'être à la hauteur». A ce propos, M. Boultif semble se fier à «la bonne volonté» du partenaire social et au regard de l'impératif de moderniser la compagnie et «préserver la pérennité du pavillon national».

Ainsi, il laisse entendre qu'une solution conforme aux intérêts de l'entreprise et des travailleurs se profile. Les discussions se poursuivent (entre la direction générale et les collectifs des travailleurs) et deux commissions traitent des questions liées au «régime de travail et la rémunération», affirme-t-il,

prévoyant une proche décision qui «arrange» tout le monde.

Tout en respectant les engagements pris par son prédécesseur (Wahid Bouabdallah), réfutant fermement la marginalisation et en appelant à la mobilisation de tous, le nouveau manager d'Air Algérie prône néanmoins «la hiérarchisation» des salaires selon les normes internationales et n'écarte pas une refonte justifiée, réfléchie, de l'organisation interne de l'entreprise.

**C. B.**

**OUVERTURE DE LA LIGNE  
ALGER-NEW YORK  
La Banque d'Algérie  
pose problème**

L'ouverture d'une liaison directe Alger-New York est possible et rentable du point de vue commercial, selon le nouveau P-dg d'Air Algérie. Néanmoins, Mohamed Boultif rappelle que les discussions se poursuivent entre les autorités algériennes et américaines à propos de la création de l'Open Sky. Voire, la Banque d'Algérie pose problème, laisse-t-il entendre, à propos de la question de courrier.

**C. B.**

**MARCHÉ DU TRAVAIL****Le secteur du bâtiment souffre du manque de main-d'œuvre qualifiée**

**Le problème de manque de main-d'œuvre qualifiée dans le domaine du bâtiment continue à se poser avec acuité.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Hier encore, les professionnels ont soulevé le déficit que connaît le secteur du bâtiment en matière de main-d'œuvre qualifiée. Prenant part à une table ronde sur le marché du travail et son évolution au forum d'El Moudjahid, le représentant de l'Association générale des entrepreneurs algériens (Agea), Abdelkr Selmane, a affirmé que le

problème de la main-d'œuvre qualifiée persiste toujours dans les différentes filières du bâtiment telles que la plomberie, l'électricité bâtiment, la plâtrerie et le carrelage.

Pourtant, poursuit-il, «le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a été saisi depuis deux ans, mais notre demande n'a pas été prise en charge». Une situation qui ne laisse pas un grand choix notamment dans le cadre du programme de 2 millions de logements. «Nous n'avons que deux solutions, soit sous-traiter avec les sociétés chi-

noises déjà présentes sur le terrain, soit faire appel à la main-d'œuvre étrangère», a-t-il souligné.

S'agissant de la création d'emplois, le représentant de la Direction générale des impôts (DGI) a indiqué que dans le contexte de l'économie de marché, l'Etat ne peut qu'offrir des incitations financières. «Aujourd'hui, l'Algérie s'est orientée vers une économie privée.

Pour encourager la création d'emplois, le rôle de l'Etat consiste uniquement dans l'incitation finan-

cière dont fiscale. Celles-ci s'avérant insuffisantes, de nouvelles mesures sont envisagées», précise-t-il. Pour sa part, Malek Serrai, consultant international, estime que les dispositifs d'aide à la création d'emplois reviennent très cher à l'Etat. «Il y a un excès de dépenses publiques. Les frais pour la création de l'emploi dépassent les normes internationales à l'exemple de l'Ansej qui coûte très cher au Trésor public», dit-il.

Préconisant le retour au secteur public stratégique, il a appelé à la relance de l'industrie notam-

ment celle du cuir et du textile ainsi qu'à une meilleure prise en charge de l'agriculture et du développement rural. «Il faut également renforcer les infrastructures et développer les services d'appui notamment les technologies de l'information et de la communication et promouvoir les investissements», a-t-il encore dit.

Quant au système éducatif, l'expert suggère qu'il soit «entièrement corrigé afin de produire l'élite».

**R. N.**